

INFORMATIONS & CORRESPONDANCE

O U V R I E R E S

Regroupement INTER - ENTREPRISE

BULLETIN N° 22

JUIN 1960

S O M M A I R E

- | | |
|--|---|
| 1- Nous changeons de nom | 6-Regroupement des tâches chez IBM |
| 2- Le "Réveil de la classe ouvrière" | 7-Où en est le Marché Commun: Capi-
taux américains en France. |
| 3- Les travailleurs au jour le jour | 8-Correspondance:Hollande-Maroc. |
| 4- Points de vue sur les grèves
tournantes. | 9-Notes de Lecture |
| 5- Les droits des travailleurs:
congés payés. | 10-Ce que nous sommes, ce que nous
voulons |

I - NOUS CHANGEONS DE NOM /

A partir de ce numéro ce qui fut le Bulletin INTER-ENTREPRISE, puis INFORMATIONS & LIAISONS OUVRIERS, s'appellera " INFORMATIONS & CORRESPONDANCE OUVRIERES ".

Le regroupement INTER-ENTREPRISE comprend des camarades qui appartiennent à divers mouvements ; il importait dès lors que ce bulletin commun apparaisse bien comme ce qu'il est : non pas l'émanation d'un groupe politique déterminé, mais le résultat d'une rencontre entre des camarades travaillant dans des entreprises et ayant une expérience commune des luttes et des syndicats traditionnels.

Aucun camarade ne peut nous reprocher d'être la " façade ouvrière" de tel ou tel groupe. Nous n'avons pas à apporter de solution toute faite, mais nous pensons qu'ensemble, avec l'originalité particulière de nos expériences et de nos idées personnelles, nous pouvons par un travail commun sans arrière-pensées et une confrontation franche, dépasser les divisions et l'émiettement du mouvement ouvrier.

La guerre de 1939-45 a coûté 375 milliards de dollars -or, Avec cette somme, on aurait pu construire à chaque famille d'occident et à chaque famille russe une maison de 7 millions et demi de francs et donner en plus à chacun 10 millions en espèces .

INFORMATIONS & CORRESPONDANCE

O U V R I E R E S

Regroupement INTER - ENTREPRISE

BULLETIN N° 22 /

JUIN 1960 /

S O M M A I R E

- | | |
|-------------------------------------|-------------------------------------|
| 1- Nous changeons de nom | 6-Regroupement des tâches chez IBM |
| 2- Le "Réveil de la classe ouvrière | 7-Où en est le Marché Commun: Capi- |
| 3- Les travailleurs au jour le jour | taux américains en France. |
| 4- Points de vue sur les grèves | 8-Correspondance: Hollande-Maroc. |
| tournantes. | 9-Notes de Lecture |
| 5- Les droits des travailleurs: | 10- Ce que nous sommes, ce que nous |
| congrés payés. | voulons |

I - NOUS CHANGEONS DE NOM /

A partir de ce numéro ce qui fut le Bulletin INTER-ENTREPRISE, puis INFORMATIONS & LIAISONS OUVRIERS, s'appellera " INFORMATIONS & CORRESPONDANCE OUVRIERES ".

Le regroupement INTER-ENTREPRISE comprend des camarades qui appartiennent à divers mouvements ; il importait dès lors que ce bulletin commun apparaisse bien comme ce qu'il est : non pas l'émanation d'un groupe politique déterminé, mais le résultat d'une rencontre entre des camarades travaillant dans des entreprises et ayant une expérience commune des luttes et des syndicats traditionnels.

Aucun camarade ne peut nous reprocher d'être la " façade ouvrière " de tel ou tel groupe. Nous n'avons pas à apporter de solution toute faite, mais nous pensons qu'ensemble, avec l'originalité particulière de nos expériences et de nos idées personnelles, nous pouvons par un travail commun sans arrières pensées et une confrontation franche, dépasser les divisions et l'émiettement du mouvement ouvrier.

La guerre de 1939-45 a coûté 375 milliards de dollars -or. Avec cette somme, on aurait pu construire à chaque famille d'occident et à chaque famille russe une maison de 7 millions et demi de francs et donner en plus à chacun 10 millions en espèces .

II- LE "REVEIL" de la CLASSE OUVRIERE /

Pour les organisations, les partis, la classe ouvrière est comme la Belle au Bois Dormant. Les travailleurs -et leur combativité - selon les circonstances, s'endorment puis se réveille. A certains moments, pour tous les "militants" d'organisations, les travailleurs sont apathiques, amorphes (pour ne pas dire plus); à d'autres moments ces mêmes travailleurs "réagissent" .

A côté de ceux qui voudraient que les travailleurs soient prêts à combattre le jour où ils ont besoin d'eux, et à se taire le jour où ils n'ont pas besoin d'eux il y a tous ceux qui voudraient que les travailleurs mangent chaque jour le pain de la révolte pour "construire le socialisme ".

La lutte des travailleurs est quotidienne, mais il y a des moments où elle reste individuelle, parcellaire, limitée, enfermée dans les rapports de travail ; sous cette forme, elle intéresse peu les militants, quand ils la connaissent ou la reconnaissent. d'autant moins qu'en même temps, au gré de ces militants, les travailleurs commettent le crime impardonnable de vouloir vivre et parfois d'abdiquer pour vivre leur "conscience de classe".

Quand l'évolution de la société capitaliste est telle qu'elle tend à modifier les conditions de travail et d'existence des travailleurs, ceux-ci sont amenés à entrer en lutte plus ouverte pour conserver leur salaire, leur travail, leur repos, tout ce qui constitue le cadre de leur vie, cadre où les difficultés étaient devenues des habitudes et dans lequel des joies, des satisfactions étaient ménagées.

Ce ne sont pas les travailleurs qui "attaquent" mais ils sont forcés d'entrer en lutte pour se défendre. Ce ne sont pas les illusions envolées sur DE GAULLE, ni la guerre d'ALGERIE, ni une "prise de conscience", ni bien sûr la "lutte pour la paix" qui amènent la montée de cette "vague" depuis plusieurs mois.

Il ne faut ni minimiser l'ampleur de ce mouvement, ni non plus y accrocher l'espoir révolutionnaire que les militants voudraient accrocher à toute action ouvrière. Derrière les grands mouvements spectaculaires (S.N.C.F., Métro,) il y a la trame de fond de toutes les petites grèves souvent en province, grèves dures, dont on est souvent bien mal informés. Derrière les grèves tournantes se dissimulent des actions autonomes d'ateliers; derrière les journées de "grève générale" se cachent les actions spontanées "anarchiques" dit le Ministre et la C.F.T.C.

Les syndicats ont à peine besoin d'appliquer une tactique pour limiter ces mouvements: il leur suffit de refuser d'assurer leur coordination à l'échelon de l'entreprise s'ils restent isolés, d'organiser ces grèves tournantes là où un mouvement plus ample paraît se dessiner ou bien une journée de grève générale sans lendemain, si ces débrayages tournants deviennent "anarchiques", ou bien des semaines revendicatives pour tout noyer dans des "mouvements de masse".

Plus que jamais, les travailleurs font l'expérience d'une lutte sur deux fronts: les directions d'entreprise d'un côté, les directions syndicales de l'autre. A l'heure actuelle, cette action autonome ne dépasse pas le cadre du lieu de travail; bien que situant le syndicat à l'extérieur, les travailleurs attendent encore dans leur majorité, que le syndicat assure cette coordination et cette représentation de leurs intérêts aux échelons supérieurs. Mais dans la mesure où ce qu'ils attendent n'est pas fait, ou mal fait, la classe ouvrière dans son ensemble sera amenée à agir sur des plans plus généraux, de même qu'elle agit déjà d'une manière autonome sur le plan de l'atelier et parfois de l'usine.

III- LES TRAVAILLEURS AU JOUR LE JOUR /

GREVES à la S.N.C.F. : grèves reconnues et grèves nonreconnues.

Depuis plus d'un mois que les grèves à la S.N.C.F. se développent, un étrange dialogue semble se jouer entre syndicats, direction et gouvernement.

Contre les cheminots, bien sûr.

Alors que les syndicats avancent d'abord des revendications de salaires et de réduction d'horaires, les premiers débrayages étaient contre l'établissement de nouveaux horaires et de nouveaux roulements de travail, contre les menaces de réorganisation, conséquence de l'automatisation des bureaux, toutes mesures contre lesquelles les syndicats n'avaient rien dit.

Le 9 Mai, un avis au personnel du directeur de la région Sud-Est déclarait:

" Les arrêts de travail ne peuvent être considérés comme
" constituant l'exercice du droit de grève que s'ils
" ont fait l'objet d'une prise de responsabilité sur le
" plan national d'une organisation syndicale reconnue .
" Tel n'est pas le cas, et les cheminots sont dès lors
" passibles de sanctions " .

Autrement dit, obéissez au syndicat, ou bien vous serez punis par la Direction.

Le Ministre des Transports, Buron, parle à la radio de "situation anarchique" et la C.G.T. déclare de son côté (interview de Séguy, secrétaire de la Fédération des cheminots, à l'Humanité Dimanche):

" en attribuant à la C.G.T. la capacité de planifier
" aussi parfaitement ces grèves, il (le Ministre)
" faisait grand honneur à l'autorité et à la force de
" la C.G.T...."

Quel sens donner dans ces conditions à la grève "générale" du 31 Mai? organisée par les syndicats reconnus. Un contre-feu pour arrêter les grèves "anarchiques".

Interview d'un cheminot: (extraits de Pouvoir Ouvrier-Mai 60-N°18):

-Au début à Lyon, c'était le même topo qu'à Dijon, l'année dernière. La division C 5 (effectifs) établit des roulements qui permettent des compressions de personnel; les gars ne marchent pas. La direction applique ces roulements sans consulter les Comités mixtes, ce qui met les syndicats en rogne. Mais ils ne savent pas encore comment ils vont réagir quand les gars débrayent. Ils emboîtent le pas immédiatement.

Il faut distinguer les premières grèves de Lyon, le 1° Mai et de St Etienne le 3, où le mouvement est encore "pur", grèves dirigées contre les compressions d'effectifs et s'arrêtant à la satisfaction des revendications posées, de celles mieux organisées, que les syndicats font éclater plus tard par roulements, sur les revendications fédérales.

Les aiguilleurs et les agents de manoeuvre ont débrayé pour protester contre la suppression de 55 emplois et l'introduction de roulement portant des coupures de nuit et des séances de grande amplitude. Les chefs de sécurité (sous-chefs de gare) ont été commandés pour remplacer les aiguilleurs, mais ils ont refusé. Voilà quelle chose de nouveau et d'important à l'exploitation: des agents de maîtrise (généralement CFTC ou Cadres autonomes) refusant de remplacer leurs subordonnés. La SNCF a dû mobiliser tous ses contrôleurs de sécurité pour les envoyer à Lyon tenir les postes d'aiguillage. Mais le mouvement s'est étendu et finalement ces pauvres cons que la SNCF logeait à l'Hôtel Terminus, n'avaient plus rien à faire...

La SNCF avait opéré un premier recul le mardi 3 (réduction des suppressions de 55 à 45 postes) mais la grève était totale, à 100% à Perrache, et le Gouvernement a donné l'ordre de suspendre l'application des roulements en cause...

Il y a une combativité du tonnerre. Les syndicats ont été les premiers étonnés, mais ils exploitent maintenant la situation à fond, et finalement on en tirera quand même quelque chose....

.....

Lettre d'un cheminot :

"... Lorsque l'Avis au Personnel demandant la reprise de service a paru, le mouvement commençait à s'étendre au Service Matériel et traction, et, entre autres, le dépôt de Lyon-Vaise et les ateliers de voitures d'Oullins venaient de débrayer, suivis dans l'après-midi du même jour par environ 750 agents des ateliers de machines d'Oullins, et certainement on allait à une paralysie totale de la région lyonnaise et très probablement à une grève générale, puisque St Etienne, Dijon, Villeneuve, et même Bordeaux, commençaient à se joindre au mouvement.

A mon avis, il s'agit d'un bel exemple de solidarité car, à l'origine, il n'était pas question d'autre chose que d'un mouvement affectant certains secteurs de la gare de Lyon-Perrache, par mesure de protestation contre l'application, disons arbitraire, de nouveaux roulements de travail à partir du 1^{er} Mai, ayant pour résultat immédiat la suppression de 55 emplois dans cette gare, et aboutissant à la mise en vigueur de tableaux de service absolument inconcevables à l'heure actuelle. Quant au mouvement dans l'Ain, je n'ai aucune information. J'ajouterai et ceci est une impression personnelle, que l'attitude des cadres locaux, (j'entends les cadres subalternes et non les cadres supérieurs, ces derniers étant complètement coupés de la base, quoi qu'ils en pensent, et acquis en totalité; à mon avis, au paternalisme officiel) a eu l'air relativement passive, contrairement à d'autres mouvements qui ont la plupart du temps, vu certains zèles se manifester, pour pallier dans la mesure où cela pouvait être spectaculaire, l'absence de personnel à certains postes en contact avec le public. Je ne citerai que l'exemple suivant : pas un guichet ouvert, pas un agent aux entrées et aux sorties, donc pas un billet délivré au départ, et pas un billet retiré à l'arrivée. Chacun semblait désapprouver la mesure prise par la Direction, qui, en définitive, peut-être qualifiée d'impopulaire. Par ailleurs, elle semblait aussi inopportune, vue de l'optique patronale, car la Direction Générale ne tient pas actuellement à une épreuve de force avec le personnel à une époque où avec l'accord plus ou moins avoué de certains syndicats (cadres en général), elle cherche sous prétexte d'augmentations dans l'immédiat, à faire avaler aux cheminots une nouvelle grille de salaires avec avancement au choix, qui serait la mesure la plus réactionnaire qu'on n'ait jamais vu à la S.N.C.F. Pour conclure je pense qu'à l'origine il y a une faute commise à un échelon intermédiaire entre la direction locale et la direction régionale. Est-elle imputable à un excès de zèle de dirigeants subalternes pensant se faire "mousser", ou à un calcul savant d'ingénieurs en chambre nourris de "rentabilité" et n'ayant pas envisagé les conséquences possibles de la décision?

Rien n'a transpiré à ce sujet. Il n'en reste pas moins vrai que la Direction ayant passé à l'application effective, on a soit voulu tâter le terrain, soit cru la partie gagnée d'avance. Les deux hypothèses peuvent être envisagées et ce n'est que partie remise, car les gens qui sont à l'origine de l'affaire étaient certainement appuyés par en haut.

.....

UNE "PETITE GREVE" COMME TANT d'AUTRES:

Melun- Une des usines françaises du groupe américain Idéal-Standard, fonderie de radiateurs de chauffage central - 800 ouvriers - travail pénible, célèbre dans toute la région- gros pourcentage de Nord Africains, d'Italiens, et de main d'oeuvre agricole ramassée à 50 Km à la ronde.

Les portes sont fermées, et sur la grande porte d'entrée en grosses lettres à la craie " Fermé pour grève générale ". Des ouvriers en bleu à la porte: c'est le piquet de grève. Dans la cour, les pelouses et le sapin givré, le tape à l'oeil pour camoufler la fournaise de la fonderie et les fumées infectes déversées dans les ateliers et dans toute la région. Sur la pelouse, des ouvriers jouent aux boules. C'est un va et vient incessant de mobylettes, de voitures, chacun vient "aux nouvelles".

- comment ça a commencé?
- ça fait 10 jours que ça dure- Nous à l'entretien ils voulaient nous faire travailler le samedi et chômer le lundi, mais on ne veut pas, il n'y a pas de raison.
- à la fonderie aussi, on avait demandé une prime de chaleur, ils ont refusé. On a débrayé, et de là ça a gagné toute l'usine. Lundi, on a été à la Préfecture- Mercredi il y a encore eu une réunion. La Direction refuse de discuter. Alors tout le reste a débrayé, même les bureaux. On demande 30 Frs de l'heure pour tous.
- Ils ont laissé installer un piquet de grève dans l'usine?
Personne n'a rien dit, il n'ya rien eu. Jusqu'à présent personne n'a essayé de nous faire partir; les Italiens et les Nord-Africains, tout le monde marche à fond; il y a sept italiens dans le piquet de grève. On est là jour et nuit.
- il y a un comité de grève?
- on a désigné un comité de grève; ce sont les délégués généraux qui s'occupent des discussions.
- Et la solidarité?
- Jusqu'à présent il n'y a rien de fait, on n'en a pas besoin.
- Et les autres usines de la société?
- on n'a rien fait, mais elles ne font pas les mêmes fabrications que nous. la direction pensait continuer à livrer avec les réserves, mais on a empêché les trains de partir.

(La grève a duré trois semaines; les ouvriers ont repris avec:

- 8f de l'heure au 1^{er} Juin, et 4f au 1^{er} décembre, à tous les ouvriers.
- 1000 Fs pour les employés de moins de 40.000, hiérarchisée au-dessus
- aménagements supplémentaires pour les bas salaires (de 5 à 6F de l'heure).
- entretien: lundi chômé ou travaillé par moitié.)

(L'autre usine de l'Idéal-Standard à Aulnay-sous-Bois a fait grève 24h le 9 juin deux jours après la reprise de celle de Melun).

LES PATRONS ONT EU CHAUD:

Usines Sambre et Meuse à St Brieuc (Fonderie): En Avril, grèves dans différentes petites usines métallurgiques de St Brieuc.

Aux usines Chaffoteaux 7% d'augmentation - rien à Sambre et Meuse.

Mardi 10 Mai: usines Sambre et Meuse, échec des pourparlers sur les salaires les ouvriers occupent l'usine, barricadent les portes, brisent celles du bureau où siège la délégation. Le Directeur général accepte alors de reprendre la discussion, et lâche peu à peu - au fur et à mesure que sa frousse grandit - 4,50% puis 7%, puis 10% et 3000 pour les mensuels. Il est alors "libéré" et s'en vient conter à Paris ses "malheurs" à "sa" direction.

Mercredi 11 Mai - 13h30: reprise du travail - mais la Direction de "Paris" fait boucler les portes - lock-out - dénonciation de l'accord. Les ouvriers réoccupent l'usine. La Direction fait couper le courant. L'usine est occupée toute la nuit (comme dit l'Humanité du 13 Mai " les ouvriers qui étaient restés à l'intérieur y avaient passé la nuit").

Jedi 12 Mai: 8h du matin - Les délégués syndicaux prennent contact avec le Maire qui va trouver le préfet; et tous se retrouvent l'après-midi pour décider de faire évacuer l'usine. - 18h - Les délégués réunissent dans la cour de l'usine les ouvriers présents (ce n'est qu'une partie de travailleurs) font état de leurs "engagements" et obtiennent l'évacuation à 18h30 (il n'y a pas besoin des C.R.S.). La sécurité qui avait été assurée par les ouvriers est reprise en mains par la Direction. Mais les délégués peuvent entrer dans l'usine.

Vendredi 13 Mai: 15 heures - les discussions reprennent - en même temps meeting intersyndical de tous les métallos de St Brieuc - loin du lieu de discussion - 18h réunion des ouvriers de Sambre et Meuse à la Maison du Peuple - loin de l'usine.

Samedi 14 Mai: Vote pour la reprise du travail - 7% d'augmentation - pas de sanctions pour faits de grève, mais la direction veut sanctionner 10 ouvriers " auteurs des actes de violence " .

Usines Richard à Villeurbanne (tracteurs): Le 19 Mai, à la suite de grèves tournantes la Direction refusant d'augmenter les salaires, 800 ouvriers envahissent les bureaux, bloquent les issues et emprisonnent les directeurs. L'après-midi, l'usine est occupée en totalité. Mais dans la soirée, les C.R.S. "dégagent" l'usine.... Les ouvriers restent massés dans la cour. Le Directeur a finalement accepté de reprendre les discussions.

Renault: A la suite des élections, la CGT a repris la majorité au comité d'entreprise Renault.

Déclaration du bureau Confédéral CGT:

" ces résultats posent avec force cette question non encore résolue: les droits de la CGT comme organisation syndicale la plus représentative contre laquelle est jetée l'exclusive notamment en matière de représentation dans les conseils d'administration d'entreprises nationalisées et au Bureau International du Travail."

Autrement dit, les bulletins de vote, ça sert à procurer des fromages aux bonzes syndicaux.

Et pour "répondre aux espérances des travailleurs": un petit papier aux "consommateurs des restaurants du Comité d'établissement de la RNUR" a annoncé que pour résorber le déficit et rétablir l'équilibre (ils parlent comme le ministre des finances) les responsables de la gestion ont décidé une augmentation de 5f par plat à dater du 13 Juin. Et cela parce que le déficit est de 3f,89 par plat.

LA GREVE DE 24h DANS UN BUREAU DE TRI PTT:

La grève n'était pas une surprise ce 10 Juin, elle avait été annoncée assez longtemps à l'avance et tout le monde le savait. Tout le monde connaissait les revendications générales, donc peu de discussions à ce sujet. L'augmentation hiérarchique est défendue même par le manoeuvre-balai qui dit: " qu'est-ce que ça peut me faire que le Directeur touche 10.000 Frs de plus par mois pourvu que moi je touche 1000 Frs de plus?" Peu d'employés s'opposent à ces augmentations, beaucoup orient lorsque les supérieurs les dépassent largement, mais ils se plaignent lorsqu'il n'y a pas assez de différences avec celui qui est au-dessous. La sacro-sainte échelle est admise et il n'est absolument pas question de salaire unique pour tout le monde.

Par contre, il y a eu une discussion orageuse avec les services de brigade une brigade de nuit n'était pas dans la course et l'autre travaillait de 0 à 6 heures et de 20 à 24 heures, or, pour une nuit entière l'Administration enlève 1/16è du traitement. Les employés n'étaient pas décidés à payer pour les autres et un accord boiteux a été conclu. La brigade de nuit ferait la grève de 0h à 6h et reprendrait à 20h ainsi, elle n'aurait qu'une journée en moins sur la paye, c'est cela la combativité ouvrière, l'unité, etc... les responsables syndicaux étaient les premiers à demander à ce que la grève soit limitée de 0h à 6 heures.

Contrairement à l'habitude, non pas à la grève du 2 décembre qui était également "officielle", mais contrairement aux grèves déclenchées contre l'Administration et le gouvernement, il n'y avait pas d'heures importantes le 9, de 20 à 24 heures. Des directives avaient été données " officieusement" pour que le travail soit "propre". Une heure avant la grève, le travail était préparé pour que ce soit au mieux. Le personnel est parti dans une proportion de 90 à 95%, seuls, les cadres, les auxiliaires et quelques cégétistes sont restés. Les cégétistes sont des employés qui ont toujours fait grève jusqu'à maintenant, mais qui ont voulu protester contre leurs collègues qui avaient refusé de suivre leurs mots d'ordre en février-mars, lors des grèves tournantes.

Contrairement également aux autres fois, des employés ont refusé au retour de faire des heures supplémentaires le 11 et le 12 juin (c'est une minorité qui en a fait). C'est maintenant la période des congés, ils savent qu'ils pourraient faire autant d'heures supplémentaires qu'ils voudraient, donc le principe est sauf (ce qui ne fut pas toujours le cas, après le 2 décembre, ce sont même les syndicats qui ont encouragé les heures supplémentaires, la grève n'ayant pas été déclenchée contre l'Administration des PTT, mais contre le gouvernement).

Les employés n'étaient pas chauds du tout pour cette démonstration, ils ne voulaient pas "être jaunes" et, pour une fois que tous les syndicats étaient d'accord, il fallait bien partir. C'est un coup d'épée dans l'eau bien entendu, et on peut bien sacrifier trois ou quatre mille francs. Quelques uns pensaient également que si cette grève ne réussissait pas, ce n'était plus la peine, et pendant longtemps il serait impossible d'en déclencher une nouvelle. Si aujourd'hui elle rate, il ne faudra pas penser en refaire une plus tard. Il n'y avait aucun désir et aucun signe avant-coureur pour aller plus loin, d'ailleurs FO l'a bien senti et après ses ballons d'essai, il ne s'est pas lancé dans l'aventure. C'est une nécessité de faire quelque chose, de partir puisque les syndicats le demandent, mais on n'y croit pas, on ne se fait pas d'illusions.

Il n'y a aucune perspective après cette grève, aucune perspective nouvelle. Les gars croient que des grèves comme cela, bien orchestrées peuvent suffire pour obtenir un petit quelque chose, ils ne sont pas si difficiles, ils n'attendent pas grand' chose, mais si peu que ce soit, ils seraient contents.

Cette idée que l'on doit faire une grève à nous, bien à nous, et non pour tout le monde en même temps est courante. D'ailleurs, il n'y a qu'à voir la SNCF et la RATP, ils nous l'ont bien fait comprendre.

On ne peut pas dire que les gens veulent une action. Ils ne se rappellent même plus que le 2 décembre était déjà une grève d'avertissement, que celle du 10 juin en est une nouvelle. Pour être logique, une grève d'avertissement devrait être suivie d'une grève tout court peu de temps après, mais de cela personne ne parle.

Une grosse discussion eut lieu également lors de la rentrée. Paraît-il que lors de la manifestation à l'Hôtel de Ville, la CGT FO n'a pas voulu se mélanger avec les autres syndicats. " Il est tout de même malheureux de faire ainsi de la "politique" alors que c'est notre bifteck qu'on veut défendre et c'est seulement ça qui nous intéresse " disent-ils.

Comme si toute grève n'était pas politique, comme si tous mouvements de grèves et en particulier celui du 10 juin n'étaient pas "politiques". Le mouvement du 10 juin n'avait pour but uniquement que de faire pression sur le gouvernement pour avoir quelques strapontins de plus au sein des organismes "paritaires". Nous l'avons déjà vu en 1958 lorsque DE GAULLE a conservé le Conseil économique et augmenté le nombre de délégués de chaque centrale, toutes les organisations sont devenues plus calmes contre le régime.

Les "JOURNEES d'ACTION" DES SYNDICATS:

Renault: 6 à 7000 ouvriers dans la rue sur 30.000 le 10 Juin. Tout le monde était content, un peu la kermesse. Et deux heures après, tout le monde était au boulot bien gentiment. J'ai refusé de débrayer avec l'équipe du soir; à 11h du soir, quel sens ça avait, et les syndicats parlent d'unité! Deux heures pour rien, pour servir la tactique des organisations.

Jeumont: grève d'une heure; assemblée générale à la cantine. 90% des horaires et 60% des mensuels ont débrayé. Des discours habituels contre la vie chère et les salaires. Interventions d'ouvriers: l'un a demandé qu'il y ait des assemblées de ce genre tous les deux mois pour que les ouvriers aient des contacts avec les délégués; un autre a demandé pourquoi les revendications de salaires étaient hiérarchiques. Les délégués ont répondu à côté.

Sécurité Sociale: le 2 juin, débrayage à la Caisse Vieillesse, 1 heure, 43% de grévistes. Sans commentaires. Le vendredi, d'après ce que j'ai pu voir, la grève de la matinée (8h1/4 à 11 heures) aurait entraîné 80 à 90% du personnel.. Les gens ne sont pas contents surtout parce qu'on parle d'étalement des horaires et du travail le samedi. Le reste les laisse presque indifférents, notamment les salaires.

Banques: Jeudi dernier, deux syndicats seulement demandaient de cesser le travail à 17 heures toujours pour la même revendication. A peine 15 de grévistes ont participé au mouvement. Et devant l'A P B où se réunissait la commission paritaire, les banquiers constataient comme les employés que les flics étaient plus nombreux que les manifestants ... (de Voix ouvrières -C N E P n° 23)

Thomson Houston: Le Jeudi 9, au meeting organisé par les syndicats à la Bourse du Travail de Gennevilliers, nous avons manifesté à diverses reprises au cri de "UNITE". La ressemblance des lagages que nous ont tenu les orateurs des différentes centrales nous y incitait. Nous, nous sommes unis à la base et nous sommes en droit de nous demander pourquoi les syndicats... ne le sont pas (de Voix Ouvrières)

IV- POINTS DE VUE SUR LES GREVES TOURNANTES /

" Nous sommes en pleine grève tournante des transports parisiens. Pour se rendre compte de la popularité du mouvement, il n'est que d'aller faire un tour à la porte des stations de Métro, le matin par exemple. Les revendications des travailleurs de la R.A.T.P. sont légitimes, comme les nôtres d'ailleurs. Mais une fois de plus, nous sommes à même de constater la stupidité des moyens employés." (Extrait de Voix Ouvrières -Chausson - N° 73).

" La tactique des grèves tournantes a ainsi des effets néfastes sur un double plan et ce sont les travailleurs qui en subissent toutes les conséquences. D'un côté les centrales syndicales reprennent à leur compte toutes les grèves, y compris les plus décidées et les plus spontanées, en essayant de leur donner le caractère de "grèves tournantes", c'est-à-dire en limitant leur extension dans le temps, et en se refusant à coordonner les divers mouvements. De leur côté les patrons prennent prétexte de la forme particulière que les syndicats imposent à ces mouvements pour les baptiser, tous indistinctement " grèves tournantes illégales" et pour appliquer tout un système de représailles qui rappellent les pires périodes d'avant-guerre ".

(Extrait de Pouvoir Ouvrier - Mai 1960- N° 18).

Les gars de la R.A.T.P. défendent "leurs" grèves tournantes.

Elles sont votées à bulletins secrets dans les dépôts. Décidées au dernier moment elles évitent la réquisition. Une grève générale ? Elle ne tiendrait pas. Ce n'est pas comme il y a plusieurs années. Beaucoup n'ont pas d'argent devant eux; au contraire, il y a toujours quelque chose à payer d'avance, la voiture, la télé, etc....

En écho, DEBRE déclare à la presse :

" Ils ne tiendront pas, il y a le crédit ".

Et la Direction de la R.A.T.P. sanctionne. Mises à pied - maintenues, puis rapportées - retenues maximum sur les salaires.

Les syndicats : pas de mots d'ordre - des bruits de grève générale, démentis aussitôt.

Une drôle de grève, comme un feu qui couve.

Presque tous les jours, lock-out, licenciements, voilà les conséquences des grèves tournantes, ou baptisées telles.

Au lieu de se battre pour les salaires, on se bat pour faire réintégrer les licenciés. Et si le patron cède, c'est une "victoire".

Il n'y a plus alors qu'à recommencer.

V- LES DROITS DES TRAVAILLEURS : CONGES PAYES

Quand les patrons lâchent quelque chose, ce n'est jamais simple; mais au contraire entouré d'une telle complexité que personne sauf eux et les bonzes syndicaux ne s'y retrouve. S'il fallait parler des congés payés, il faudrait écrire des dizaines de pages. C'est tout ce qui reste des "conquêtes de 36" et on pourrait résumer sur les deux semaines (devenues trois) de congé annuel. Avec le recul, on peut se demander quelle en est l'ampleur. En 36, une partie des travailleurs avaient déjà des congés payés; le développement de la rationalisation, la fatigue nerveuse, l'accroissement des villes rendaient plus nécessaire les vacances pour les travailleurs: souvent ceux qui n'en avaient pas en prenaient sous forme de congés maladie. Dans une industrie moderne, le travail à la chaîne n'admet pas "l'absentéisme" (c'est sous ce nom que les patrons désignent l'absence). Pour que la production soit régulière la pratique des congés payés a légalisé les absences en les mettant toutes dans la même période. De plus dans les usines, la fermeture annuelle est mise à profit pour les transformations qui ne sont pas possibles pendant que l'usine tourne. L'histoire des trois semaines de congés payés qui n'ont presque rien coûté aux patrons illustre bien cette situation; à cause des congés supplémentaires de toutes sortes, la semaine qui suivait la rentrée coûtait de l'argent aux patrons; donner trois semaines à tout le monde et supprimer les congés supplémentaires a été l'oeuvre d'un gouvernement "socialiste" qui a pu se vanter d'une réforme sociale en faisant le boulot des patrons.

Tout cela n'empêche pas les patrons, les petits et les grands, de regratter de tous côtés en matière de congés payés:

- sur la durée des congés:

il y a l'astuce du jour ouvrable; mais un jour férié chômé n'est pas un jour ouvrable et donne droit à un jour de congé supplémentaire.

La période de référence est l'année du 1^{er} Juin au 31 Mai qui permet le décompte des "jours ouvrables" de congé: les périodes de maladie, maternité, accident, militaires, comptent comme périodes de travail payé.

Les jeunes ont droit à des rallonges: 4 semaines en-dessous de 18 ans, 5 semaines de 18 à 21 ans, même s'ils sont depuis peu dans l'entreprise. Mais dans ce cas, c'est seulement du temps non payé, encore une belle astuce.

- sur le montant de la paye pendant les congés: c'est fou ce qu'il peut y avoir de travailleurs qui se font voler là-dessus. On a droit à la plus forte des deux sommes:

-soit la paye qu'on aurait perçue si on avait travaillé avec l'horaire normal avant le congé (sans heures supplémentaires individuelles).

-soit le 1/16 de tout ce qu'on a perçu pendant l'année de référence (y compris les primes de toutes sortes et les heures).

.....

Si les congés payés "sont mieux que rien" pour reprendre la formule des réformistes, ils n'en expriment pas moins l'absurdité de la vie des travailleurs. Travailler comme un singe 6 jours par semaine et 49 semaines par an, se reposer "sur

mesure" un jour par semaine et trois semaines par an, tel est le lot de tous, sauf quelques privilégiés (parce que les vacances, ça se hiérarchise comme les salaires).

Et par-dessus le marché, pendant ces congés la plupart se laissent prendre à l'abrutissement des loisirs préfabriqués. En fin de compte dans toute la "législation" des congés payés, c'est l'intérêt "économique" des patrons qui a été satisfait et non l'intérêt humain des travailleurs.

Cette distribution des congés payés se heurte d'ailleurs à une résistance sourde:

- l'absentéisme n'a pas disparu et de temps en temps on entend les patrons s'en plaindre. Cela prouve que les travailleurs continuent en partie à prendre des congés quand ils en ont envie ou besoin, malgré les dangers que cela comporte. Ce sont eux qui ont raison. Les vraies vacances ce sont celles que l'on choisit et non celles qu'on nous impose.

VI- REGROUPEMENT DES TACHES CHEZ I.B.M. à Essones /

Depuis Taylor, l'"Organisation Scientifique du Travail" est à la mode. Mais les méthodes préconisées il y a quelques dizaines d'années par l'ancien contremaître devenu ingénieur, ont fait place ces temps derniers à des méthodes différentes.

On a notamment constaté que ce n'était pas bon de diviser trop le travail. L'ouvrier se trouvait réduit à l'état d'automate, faisant toute la journée quelques gestes, en petit nombre, toujours les mêmes. Il se désintéressait de son travail, laissait passer de nombreux loupés, se fatiguait et était mécontent. D'où l'idée de faire marche arrière. Après avoir divisé le travail à outrance, les spécialistes américains ont préconisé le regroupement des tâches ("job enlargement"). En France même on trouve des exemples de ce retour en arrière.

Ainsi chez Citroën, les moteurs de 2 CV ne sont pas assemblés sur une chaîne classique: chaque moteur est monté par un seul ouvrier qui a la charge de l'ensemble des opérations d'assemblage.

De même chez I.B.M. à Essones on regroupe à tour de bras, depuis 1954. On a commencé par les compteurs. Auparavant, l'ensemble mécanique assez compliqué que représente un compteur était assemblé sur une chaîne comportant 13 postes d'opérateurs et de nombreux régleurs et contrôleurs (30 personnes au total). On a d'abord réduit ces postes à 7, puis à 3. Désormais, chaque monteur fait des opérations multiples, notamment des opérations de réglage. Il se fatigue moins, prend d'avantage intérêt à son travail et assure lui-même le contrôle de ce qu'il fait. Il faut donc moins de régleurs et de contrôleurs. La qualification des monteurs est plus forte: O.S. dans l'ancien système, P I dans le nouveau. Le rendement général a augmenté de 30%: la firme y a donc trouvé son compte, tout en ayant augmenté le salaire des monteurs. Par la suite on a appliqué le "job enlargement" à d'autres ateliers, notamment au montage des machines à écrire qui comporte de nombreux sous-assemblages.

Que peut-on conclure de cette expérience?

Plusieurs choses: 1°) que la prétendue organisation scientifique du travail pratiquée dans beaucoup d'usines est une connerie.

2°) que les expériences telles que celles dont on vient de parler vont dans un bon sens, dans la mesure où elles cherchent à redonner à l'ouvrier un rôle d'homme doué d'intelligence et de possibilités multiples.

3°) C'est des expériences très limitées et très partiales. Il ne faut pas compter sur le capitalisme pour pousser de telles transformations jusqu'à leurs conséquences ultimes; l'association totale du travailleur à son travail et à son entreprise, car alors la raison d'être des patrons et de toute leur maîtrise disparaîtrait. Ce serait la mort du capitalisme.

.....

VII- OU EN EST LE MARCHÉ COMMUN ?

3- Capitaux américains en Europe:

Dans le précédent article de cette série, nous avons indiqué que le Marché Commun avait accéléré le mouvement de rationalisation et la concentration des entreprises. Voyons aujourd'hui ce qui s'est passé au niveau du capital.

Ce qui frappe c'est l'intense activité capitaliste que l'annonce du Marché Commun a provoqué en Europe et ailleurs. Avant même que les premières mesures d'ouverture de frontière aient été prises, les groupes financiers nationaux et internationaux se sont mis en chasse, étudiant fébrilement où les capitaux avaient le maximum de chances de fructifier et essayant de savoir ce que faisaient les groupes rivaux.

En quelques mois l'Europe est devenue un véritable champ de bataille pour les capitaux, batailles qui se sont déroulées et qui se déroulent avec de multiples alliances et des luttes plus ou moins sourdes.

Côté alliances, celles conclues entre membres du Marché Commun sont tout à fait naturelles. Puisque l'Europe ne doit former qu'un seul marché, il est normal que des firmes des pays membres ayant des intérêts complémentaires s'associent pour renforcer leurs positions. Tel fut le cas de Renault et d'Alfa Romeo, de Simca et de Fiat, de Lavalette et de Bosch, etc... Toutefois, ces alliances ne furent pas les plus nombreuses.

Il ne faut pas oublier que le M.C. se situe dans le prolongement du plan Marshall et qu'il est en partie l'oeuvre des américains. Les firmes américaines s'y sont intéressées souvent avant les firmes françaises. Mais pour profiter de ce nouveau marché de masse à l'échelle américaine, il faut s'installer dedans puisqu'il est entouré d'une barrière douanière. C'est ce qu'ont fait de nombreuses sociétés Yankees au cours des années récentes. Le mouvement s'est amplifié récemment. Ainsi au cours des six premiers mois de 1959, 122 millions de dollars se sont investis dans les six pays du M.C. contre 42 au cours du semestre correspondant de 58, soit 3 fois plus (voir Le Monde 13-14/3/60).

Que se cache-t-il derrière ces chiffres? Des réalités bien concrètes; des filiales nouvelles, des usines, des méthodes américaines. Par exemple, deux des plus grandes firmes mondiales de pneumatiques, la Firestone, et la Goodyear, passant enfin outre au veto du tout puissant Michelin, installent des usines ultra-modernes en France dont une à Amiens. Du Pont de Nemours (à ne pas confondre avec Dupont-Montparnasse) le grand trust américain de la chimie et du plastique, installe une usine d'orlon au Pays-Bas

et s'associe à une firme d'herbicides en France. International Paper, un "grand" du papier prend pied en Italie. Union Carbide construit à Anvers et en Sicile des usines de polyéthylène et d'oxyde d'éthylène d'une valeur de 30 millions de dollars (15 milliards d'anciens francs). en liaison avec des intérêts belges et italiens. La Phillips Petroleum la Godfrey L. Cabot, et la Columbia Carbon C., chaîne de leur côté, créent des usines de noir de fumée (matière première pour les pneumatiques), en Italie et aux Pays-Bas. La Burndy Corp., s'associant avec la firme française la Précision Mécanique Labinal, s'apprête à fabriquer des équipements électriques pour l'automobile et l'aviation, plusieurs firmes spécialisées dans le matériel pétrolier s'installent en France et même en Algérie. La liste entière de ces implantations nouvelles couvriraient des pages et des pages.

En même temps, les firmes déjà implantées sur le continent rajustent fébrilement leurs positions. La société I.B.M. qui, à l'époque du cloisonnement de l'Europe, avait construit 5 usines pour fabriquer son matériel électronique, décide de regrouper ces activités dans 2 usines seulement. L'usine de Milan qui fabriquait 7 articles différents, va se spécialiser dans la seule production des machines à cartes perforées; l'usine d'Amsterdam se consacrera aux calculatrices de taille moyenne. L'usine d'Essones centralise la production des grands cerveaux électroniques 705 et 7070.

C'est donc à un afflux massif des firmes américaines ou à un renforcement de leur potentiel auquel on assiste. Il est normal que les milieux politico-économiques de Grande-Bretagne se soient inquiétés de cette évolution. Parce que les capitaux américains délaissent leur île et surtout parce qu'ils voient un magnifique marché situé à leur porte leur échapper.

Ceci explique que les anglais aient vivement réagi: s'installant eux aussi dans l'Europe des six, et surtout mettant sur pied une Europe rivale, l'Europe des Sept. C'est de cet aspect des rivalités intercapitalistes dont nous parlerons la prochaine fois.
(à suivre)

VIII- CORRESPONDANCES:

D'un camarade hollandais : En Hollande, on a vu au mois de mars une grève dans le bâtiment, qui était tellement bizarre que nous en parlons et discutons encore en ce moment. Proclamée par les syndicats, le gouvernement du côté des syndicats, tous les partis et politiciens à côté des syndicats, même les organisations du grand patronat du côté des syndicats, et seulement les patrons du bâtiment contre. Les syndicats n'avaient pas demandé l'opinion des ouvriers. Les contrats de travail, voilà l'objet de la "lutte". Mais c'étaient de mauvais contrats, complètement en rapport avec la politique officielle des salaires du gouvernement. Contre ces contrats les ouvriers du bâtiment avaient déclenché une grève sauvage l'an passé. Au moment où la grève des syndicats fut proclamée il y avait des ouvriers qui disaient: pour ça on ne lutte pas. Pour les syndicats qui nous ont trahi mille fois, on n'entre pas dans la grève, etc... Confusion extraordinaire parce qu'il y avait de petits syndicats indépendants (comme le O.V.B.) qui disaient: nous sommes contre la grève. Alors, pas de grève. Mais en lançant ce slogan on avait oublié une petite chose : s'informer de l'opinion des adhérents. Par conséquent, on voyait des membres des grands syndicats qui restaient au travail, parce qu'ils n'étaient pas d'accord avec les dirigeants, et en même temps on voyait des membres des petits syndicats qui faisaient la grève pour la même raison; cela rendait la situation encore plus confuse. Prendre une position n'était pas facile. Et pour se former un jugement, il faut savoir encore que les grands syndicats, qui ont proclamé la grève, ont freiné en même temps le mouvement. Nous avons dit surtout que la volonté des travailleurs eux-mêmes devait seule compter....

D'un camarade du Maroc: ce camarade fait ainsi le bilan des forces politiques au Maroc à la suite de la prise du pouvoir direct par le Roi et des élections municipales.

... On a donc maintenant de façon très nette deux blocs en présence: les amis du Palais, L'Istijlal traditionnel, une large fraction du mouvement populaire d'un côté (grande bourgeoisie, féodaux, petite bourgeoisie traditionnelle, une partie peu évoluée des paysans), de l'autre l'Union Nationale des Forces Populaires et le parti communiste ouvrier et petite bourgeoisie des grandes villes modernes, une partie des paysans, notamment dans le moyen Atlas, secteur berbère assez remuant où l'Armée de Libération est solidement implantée. Il est certain qu'il y a encore une large masse flottante qui ne s'intéresse pas à la politique: le contraste est grand entre Rabat et Salé où la compétition politique a été très vive, où la participation électorale a été très forte et l'intérêt de tous surexcité au plus haut point, et certaines petites villes où tout s'est passé dans l'indifférence et où l'abstention a été très forte. D'autre part le passage de l'UNFP à l'opposition (assez réservée jusqu'ici) va lui permettre de recoller aux masses: étant au pouvoir il limitait les manifestations, l'exemple du 1^{er} Mai fut démonstratif: l'Union Marocaine du Travail (syndicat majoritaire et soutien de l'UNFP) avait donné l'ordre de ne faire qu'une seule manifestation à Casa en présence du Roi, mais les militants de base ont voulu manifester à Rabat, et à Khouribja (10.000 mineurs des phosphates); les responsables locaux ont essayé de calmer, vainement, les militants. Enfin, ils ont obtenu l'autorisation du secrétaire général de l'UMT d'organiser des manifestations limitées, à Rabat d'ailleurs, cette manifestation a été interdite par la police. Les militants étaient assez mécontents de leurs dirigeants, mais maintenant ils vont être repris en main, l'UNFP va certainement maintenir aussi longtemps que possible une façade pro-royaliste, mais certains éléments vont préparer en même temps, clandestinement, le renversement de la royauté par tous les moyens possibles. Quant au parti communiste, il est tout juste toléré. Il a cessé de faire paraître son hebdomadaire en français, mais il fait toujours paraître un journal en Arabe. Il s'en tient toujours à la formule " Front National ". Il a envoyé une lettre au Roi pour lui proposer de nouveau. Son programme reste à quelques nuances près, celui de tous les autres partis: en premier lieu évacuation de toutes les troupes étrangères. Les revendications économiques sont citées pêle-mêle en fin de liste. Il a même été question de l'entrée d'un communiste au Ministère!

Mais il paraît que derrière cette façade un travail clandestin important s'accomplit. En tous cas pour le moment, le parti communiste marocain ne regroupe qu'une poignée d'intellectuels, apparemment sans grande influence, ce qui explique qu'ils aient une attitude moins tranchée que celle de l'UNFP.

IX- NOTES DE LECTURE: /

Marx et le Bonapartisme de M. Rubel- (1960-Mouton & C^o, Paris-La Haye- 160 pages)

La matière de ce livre sort un peu de nos préoccupations habituelles. Néanmoins elle se rattache indirectement à l'actualité, étant donné que le régime actuel est jusqu'à un certain point "bonapartiste". Il n'est pas mauvais de remonter aux sources et de voir un peu ce que fut le véritable bonapartisme. Le livre a également d'autres raisons de nous intéresser. Il apporte des vues intéressantes sur la période s'étendant entre la révolution de 1848 et la Commune de 1871, période qui, du point de vue économique se caractérise par la mise en place de l'industrie moderne, et, du point de vue social, par la fermentation qui précéda la Commune. Enfin le livre montre de façon très vivante un aspect assez peu connu de l'activité de Marx, son activité journalistique.

C'est en effet à travers les articles que Marx et Engels envoyaient de Londres aux journaux de l'époque, notamment au New-York Tribune que Rubel dégage, année par année, l'attitude de Marx devant les événements de son époque, et notamment vis à vis de Napoléon III, de sa politique et de son régime.

J'ai été déçu par la qualité de ces articles. J'em attendais à des analyses serrées, allant au fond des choses. J'ai bien trouvé quelques aperçus intéressants sur la vie économique et financière de l'époque, mais dans l'ensemble, Marx s'est surtout attaché aux péripéties de la politique (accords secrets, etc...) et aux traits de caractère des protagonistes (Napoléon III, et son modèle Napoléon Ier, Bismark, etc..) J'ai trouvé un Marx polémiste, obnubilé par la Russie, déchargeant à tout bout de champ sa hargne contre Napoléon III, traitant avec un certain mépris la classe ouvrière, et principalement la classe ouvrière française jugée trop proud'honienne et anarchisante. Ce qui n'empêche d'ailleurs pas Marx d'annoncer, d'années en années (la première fois 15 ans trop tôt) la chute imminente de l'empire et le soulèvement proche des ouvriers).

A plusieurs reprises Rubel pose, à juste titre, la question de savoir si les analyses politiques de Marx sont compatibles avec la théorie générale du Matérialisme historique mise sur pied par le même Marx. C'est là une question pour spécialiste. Ce qu'on peut en tout cas retenir c'est qu'il faut se méfier des théoriciens et des journalistes. Même quand ils se qualifient de révolutionnaires et de marxistes. A voir comment Marx s'est trompé dans l'analyse des situations de son époque et dans les consignes qu'il en a tirées pour ses camarades révolutionnaires, on ne peut qu'accueillir avec la plus grande méfiance les analyses que ses successeurs font de la situation actuelle et des consignes qu'ils voudraient donner à la classe ouvrière.

L'Homme de l'Organisation: W. Whyte - Plon - 560 pages -

Lettre d'un camarade: ce bouquin est bourré d'excellentes choses, mais doivent être utilisées pour d'autres sujets que ceux qu'ils traitent. Avez-vous lu l'article de P. Drouin, dans le Monde du 22/12/59 (Capitalisme et Planification) Cet article rappelle Le Meilleur des Mondes, et 1984 à propos de l'Homme de l'Organisation et de la Persuasion clandestine. Il fait état de la critique du travail collectif de W. Whyte. C'est un des points que j'aurais voulu critiquer; il n'est pas vrai que le travail collectif ne soit pas créateur, et que seul le travail individuel le soit, comme le prétend Whyte.

Que ce soit par exemple, et pour citer deux choses différentes, l'étude d'un moule ou la préparation d'une thèse politique, c'est collectivement qu'il y a la meilleure et la plus fructueuse élaboration. Il ne faut pas se laisser prendre au fait que la rédaction de textes ou l'exécution de projets sont des travaux individuels. Ce sont là des étapes nécessaires qui en fait, relèvent de l'exécution et que, peut-être, dans l'état actuel du développement de la cybernétique, des machines pourraient faire. C'est l'élaboration et les échanges d'idées qu'elle comporte qui est créatrice. Bien entendu ces idées sont émises par des individus, mais elles fusent dans le travail collectif, alors que dans la cogitation individuelle, elles ne viennent que laborieusement et ne peuvent être affûtées immédiatement par l'examen critique et les idées d'autres individus. Même l'oeuvre artistique encore très individuelle, n'échappe pas à cette règle qui veut qu'un effort collectif bien réalisé peut donner des résultats supérieurs. Bref la critique de Whyte ne vaut que pour le travail collectif tel que l'imposent les firmes américaines, et probablement les entreprises russes.

Ce que nous sommes, ce que nous voulons:

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis ou syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Ils servent d'intermédiaire sur le marché du travail et utilisent nos luttes pour des buts politiques et non pour les épauler et les coordonner.

C'est pourquoi nous pensons que c'est à nous-mêmes de défendre nos intérêts et de lutter pour notre émancipation. Mais nous savons que nous ne pouvons le faire d'une façon efficace en restant isolés. Aussi cherchons nous à créer des liaisons effectives directes entre les travailleurs - syndiqués ou non - de différentes usines, entreprises et bureaux. Ceci nous permet de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos lieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Cela nous amène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause le régime et à discuter de problèmes généraux tels que la propriété capitaliste la guerre ou le racisme. Chacun expose librement son point de vue et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise.

Dans les luttes, nous intervenons pour que les mouvements soient unitaires et pour cela nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre possible de travailleurs, nous préconisons des revendications non hiérarchisées et non catégorielles, capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. D'autre part, nous considérons que ces luttes ne sont qu'une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises et de la société par les travailleurs eux-mêmes sans méconnaître les obstacles qui s'opposent à un tel objectif.

Nous publions collectivement le présent bulletin qui :

- reflète nos discussions
- reproduit les informations relatives aux entreprises,
- publie des études simples sur l'économie et la technique
- traite de problèmes pratiques: droits des salariés, etc...
- donne des renseignements sur les mouvements ouvriers étrangers
- rend compte de la presse ouvrière.
- publie des documents sur la vie et les problèmes ouvriers (récits, correspondances, souvenirs, interviews, etc...)
- offre une tribune de discussion.

Nous sommes à la disposition de tous les camarades pour leur fournir tous les renseignements qu'ils peuvent désirer sur leurs "droits" en face des patrons, leur donner des tuyaux et les épauler par tous moyens si c'est nécessaire. Pour nous la solidarité des travailleurs comprend l'aide à tous les travailleurs sous n'importe quelle forme.